

**DEPARTEMENT DE HAUTE-SAVOIE**

**COMMUNE DE TANINGES**

**Avenue des Thézières  
74440 TANINGES**

**TEL 04.50.34.20.22  
FAX 04.50.34.85.84**

**ARRETE N° 20/ CIR/047 PORTANT SUR  
Occupation du Domaine Public  
Quai du Bras de Fer par  
Mr Thomas DA RIVA Gérant du « Bistrot du Pic »**

\*\*\*\*\*

**Le Maire de la Commune de Taninges**

*VU* le Code Général des Collectivités Locales et le Code des Communes, notamment les articles 2213-1 à L.2213-6,

*VU* le Code de la Route, notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,

*VU* l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière

*VU* le Code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.511-1, L512

*VU* la loi N°2020-290 d'urgence du 23 mars 2020 pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

*VU* le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDÉRANT le caractère pathogène et contagieux du covid-19 ;

CONSIDÉRANT que le respect des règles de distance dans les rapports interpersonnels est l'une des mesures les plus efficaces pour limiter la propagation du virus ; qu'il y a lieu de les observer en tous lieux et en toutes circonstances avec les mesures dites barrières, notamment d'hygiène prescrites au niveau national ;

CONSIDÉRANT la réouverture des cafés et des bars à compter du 02 juin 2020 dans le cadre du déconfinement ;

Vu l'Arrêté Préfectoral BSI/PPA/2019-358 du 27 juin 2019 portant sur la réglementation des débits de boissons

Vu la demande orale en date du 04 juin 2020 par laquelle Monsieur Thomas DA RIVA, gérant du « Bistrot du Pic » sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal en vue d'exercer son commerce, tout en respectant les consignes de distanciation.

Vu les places de stationnement PMR proches, à une dizaine de mètre de la place PMR occupée provisoirement.

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur Thomas DA RIVA est autorisé à occuper deux places de stationnement et une place PMR, stationnements situés devant son établissement côté Foron, 5 Place du Quai du Bras de Fer (PB n°6) en vue d'y exercer son commerce, après sa réouverture autorisée.

**Article 2 :** La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable pour la saison d'été du lundi 15 juin 2020 au dimanche 13 septembre 2020 de 7H à 23 Heures. Elle est personnelle, incessible.

**Article 3 :** La redevance pour occupation du domaine public est fixée à 1€ symbolique

**Article 4 :** Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, (en particulier formation de tâches), la Ville se réserve le droit de procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**Article 5 :** Le permissionnaire devra respecter l'emplacement d'occupation du domaine public, délimité par des bacs, jardinières à fleurs, installés par les Services de la Commune.

**Article 6 :** La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées, des dispositions de l'arrêté ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 8 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de TANINGES,
  - Monsieur le Chef du Centre de secours de TANINGES,
  - Monsieur le Chef du CERD de TANINGES – SAMOENS,
  - Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de TANINGES,
  - Monsieur le Directeur des Services Techniques de la Commune de TANINGES,
  - Messieurs les Agents de Surveillance de la Voie Publique,
  - Mme - Mr. les Adjoints de la commune de TANINGES,
  - Monsieur Thomas DA RIVA, Gérant du Bistrot du Pic
- chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**TANINGES, le 15 juin 2020**  
**Le Maire, Gilles PEGUET**



Certifié exécutoire compte-tenu de la transmission à la Sous-Préfecture le, le Maire,

Le recours pour excès de pouvoir à l'encontre du présent arrêté peut être exercé devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification.